

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Grand Paris : tout ce que vous avez toujours voulu savoir...

Région capitale . Le processus de réflexion sur une nouvelle agglomération parisienne est en marche. L'Humanité fait le point sur les différentes interprétations d'un projet capital.

Pourquoi cette question du « Grand Paris » fait-elle tant débat ? Pour des raisons objectives, et bien sûr politiques. En juin 2007, Nicolas Sarkozy, après que les élus UMP et son gouvernement eurent vilipendé le schéma régional d'aménagement de l'Île-de-France (SDRIF), coupable de proposer un développement équilibré du territoire, déclare vouloir prendre en main

le devenir de la région capitale,

et il nomme un secrétaire d'État, Christian Blanc. L'objectif, partagé par tous, est de renforcer l'attractivité de

la métropole parisienne pour en faire une place forte et reconnue sur le plan international. L'urgence de participer

à cette compétition entre grandes métropoles européennes et mondiales

ne doit pas provoquer de nouveaux déséquilibres, de nouvelles inégalités. Les besoins - ceux de l'emploi,

du logement, des transports, de la lutte contre les inégalités sociales et spatiales - continuent de s'aggraver alors que

la richesse s'accumule en Île-de-France. Les besoins sont ceux

d'une agglomération parisienne qui tend à devenir, de fait, une véritable métropole avec ses caractéristiques propres, et dont le développement

est indissolublement lié à celui

de l'Île-de-France. Ce qui implique

des responsabilités et des coopérations nouvelles indispensables, entre toutes

les collectivités territoriales, région, départements, intercommunalités,

villes, mais aussi, comme la conférence métropolitaine l'a initié, des lieux spécifiques pour piloter des projets propres au cœur d'agglomération. L'enjeu, celui de l'avenir même de

la région Île-de-France

et de sa métropole parisienne, dont nous sommes tous comptables, se conjugue avec le mieux être et le mieux vivre

des populations. Il serait regrettable que, face à un tel défi qui touche onze millions de Franciliens, des enjeux de pouvoir

à droite comme à gauche parasitent

le nécessaire travail pour dégager

les solutions, les formes d'organisations et les moyens financiers des collectivités locales comme de l'État, pour

y répondre. Ce débat mobilise pour l'heure les élus qui entendent être respectés dans leurs prérogatives. Il est urgent qu'il devienne celui des citoyens.

Jacques Moran et Max Staat

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

La capitale veut sa métropole

En vue de la prochaine conférence métropolitaine qui se déroulera fin juin, Bertrand Delanoë semble bien décidé à faire avancer son projet de Paris métropole.

«Le temps est venu de créer Paris métropole, véritable institution de l'agglomération, où s'exprimera à cette échelle la solidarité, y compris fiscale. » Ainsi s'est exprimé Bertrand Delanoë devant le conseil municipal de Paris la 21 mars dernier avant d'être élu maire pour un nouveau mandat. C'est en 2001 que la toute nouvelle municipalité de gauche de Paris, voulant rompre avec des décennies de rapports de domination entre la capitale et la banlieue, le plus souvent au détriment de celle-ci, engageait avec Pierre Mansat, adjoint (PCF) en charge de cette question, des rapports de coopération avec les collectivités locales. Cette orientation de la ville débouche en 2006 sur le lancement de la conférence métropolitaine. Instance réunissant des villes et des départements de l'Île-de-France principalement, mais pas seulement, de la petite couronne ainsi que le conseil régional. Ce lieu qui se veut une instance de dialogue et de propositions sur les grands enjeux qui structurent la vie et l'avenir de l'agglomération voit la participation d'élus de toutes sensibilités de gauche comme de droite, à l'exception

notable des élus de l'UMP.

Au travers des débats sur le

logement ou les transports, par exemple, qui ont fait l'objet de réunions particulières, les constats ont souvent été partagés. Ainsi des déséquilibres entre l'ouest, l'est et le sud de la région, les inégalités entre territoires pour l'activité économique, la proportion de logements sociaux, l'insuffisance des transports en banlieue et en grande banlieue, mais aussi des responsabilités de l'État, particulièrement financières. Pour les solutions, les choses se compliquent. Quels projets communs ? Quel niveau de pertinence quand Paris souhaite avoir avec la première couronne une coopération privilégiée, quand la région se trouve légitimée par l'élaboration, avec l'ensemble des départements franciliens, du schéma régional d'aménagement de l'Île-de-France (SDRIF) pour être le garant d'un développement équilibré de tout le territoire, quand toutes les collectivités veulent garder leurs prérogatives ? De ces contradictions, le président de la République,

Nicolas Sarkozy, a pu, un temps, penser qu'elles lui permettraient de faire passer ses projets de manière autoritaire. Ambition difficile qui n'est, cependant, pas abandonnée, comme en témoigne la nomination de Christian Blanc comme secrétaire d'État au Grand Paris. Les contradictions demeurent. Ainsi, par exemple, Paris propose une solidarité fiscale au niveau de la métropole, alors que la région souhaite une taxe professionnelle unique et une péréquation refondue localement, mais conçue à l'échelle régionale. La prochaine conférence métropolitaine fin juin, à laquelle Roger Karoutchi pourrait participer, doit « définir une gouvernance nouvelle pour construire une vision partagée sur l'avenir de la métropole ». Si la volonté d'avancer semble plus partagée qu'hier, par tout un chacun, les contradictions demeurent et avec elles les problèmes que rencontrent les Franciliens.

Max Staat

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Île-de-france

Opinions

Pierre MANSAT

Adjoint au maire (PCF) de Paris, en charge de Paris métropole et des relations avec les collectivités territoriales d'Île-de-France. Il est, à ce titre, le principal animateur de partenariats nouveaux développés depuis 2001 entre Paris et la banlieue, persuadé que ce cœur d'agglomération, cette zone dense est marquée par « une imbrication forte de dynamiques et d'enjeux territoriaux », et qu'en conséquence il faut « élaborer en commun des réponses ponctuelles à des enjeux partagés ».

D'autant que des études montrent que si ce territoire ne couvre que 4 % de l'espace francilien, il représente 47 % de la population, 60 % des emplois,

90 % des déplacements de la région.

Pour l'élu, « les problèmes de ce cœur d'agglomération autrefois très dilué sont en fait devenus ceux d'une véritable ville... où se concentrent, malgré la très importante production de richesses, les enjeux les plus criants en termes d'inégalités et de ségrégations sociales et spatiales ». D'où son implication dans la mise en place de la conférence métropolitaine, convaincu que « le développement économique, le logement ou la structuration des déplacements... l'avenir de Paris se jouera désormais autant sur son territoire que dans la première couronne... et parallèlement

l'évolution des territoires du cœur d'agglomération est très liée au développement de Paris ». De même, la cohérence de l'espace régional se trouve, pour l'élu, dans sa capacité à prendre en compte les besoins propres à la zone dense, facteur déterminant de l'équilibre du territoire régional lui-même. Paris métropole semble devenir, pour Pierre Mansat, une réalité incontournable avec laquelle chacun doit apprendre à vivre. M. S.

Tous droits réservés : L'Humanité
7D73852C7110260E608E0FC3690D812E2A609978F7374B9A4473178

Diff. 55 629 ex. (source OJD 2005)

Repères

Paris compte 2,1 millions d'habitants, et 6 millions avec les trois départements de la petite couronne. 8 millions de personnes vivent dans la zone urbaine.

L'Île-de-France compte 1 281 communes, 396 communes agglomérées, 105 communautés d'agglomérations, 8 départements et 11 millions d'habitants.

Tous droits réservés : L'Humanité
E876855778609407F02E03B38707315F2E31445AF62A8690C23659E

Diff. 55 629 ex. (source OJD 2005)

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Île-de-france

« L'Île-de-France est la chance de Paris métropole »

Le rapport de Jean-Paul Planchou confirme la pertinence de l'échelle régionale en prenant en compte les problématiques propres au coeur de l'agglomération parisienne.

« Il n'y aura ni résorption des inégalités, y compris dans Paris métropole, ni solutions aux problèmes tels que les transports, le développement économique, le logement et bien d'autres encore... si la volonté n'existe pas à l'échelle régionale, si leur appréhension ne se fait pas à ce niveau », affirmait d'emblée Jean-Paul Planchou, conseiller régional (PS), en présentant, jeudi 17 avril en devant le conseil régional, le rapport de la commission pluraliste qu'il présidait sur « les scénarios pour la métropole Paris-Île-de-France ». Cette conviction s'inscrit dans la continuité de la démarche qui a présidé, depuis plus d'un an, à l'élaboration du schéma d'aménagement régional de l'Île-de-France (SDRIF). Si la région capitale est une des plus riches d'Europe et du monde, cette richesse est concentrée entre Paris et l'ouest de la capitale, le tout accompagnant de profondes inégalités de développement entre les territoires. Manque d'activité économique et donc d'emplois, insuffisance de logements et particulièrement de logements sociaux, déficience de transports collectifs sont des réalités prégnantes que vivent les Franciliens, auxquelles s'ajoute une forte disparité

des ressources entre collectivités locales que ne comble pas la faiblesse des systèmes de correction existant aujourd'hui. Si les difficultés et les situations d'exclusion existent partout, les inégalités de développement sont celles de territoires répertoriés. C'est sur ce constat que la région, avec son SDRIF, vise un maillage de l'ensemble du territoire francilien tant sur le plan économique que du logement, des transports (avec l'urgence de la réalisation d'une liaison de banlieue à banlieue)... pour un développement équilibré. Cette démarche prenait-elle suffisamment en compte la zone dense de la région et ses caractéristiques particulières ? Le fait est que le rapport Planchou reconnaît plus fortement aujourd'hui les spécificités propres du coeur de l'agglomération et la nécessité de mieux les appréhender. Comment ? Les élus du groupe communiste soulignent que le rapport, tout en énonçant les diverses solutions (fusion du coeur, agglomération parisienne unifiée par grands réseaux, polycentrisme intercommunal), n'oppose pas les lieux institutionnels entre eux mais intègre le rôle croissant que peut jouer la conférence métropolitaine à

laquelle la région participe depuis sa création. Ils mettent l'accent pour faire face aux problèmes sur la nécessité « de redistribuer les richesses entre les territoires et de dégager des ressources publiques nouvelles » avec la mise en place d'une taxe professionnelle unique en Île-de-France et le nécessaire engagement financier de l'État. Question sur laquelle insiste Jean-Paul Huchon, président (PS) de la région, « la condition sine qua non d'un réel changement, c'est un véritable système de péréquation fiscale et de mutualisation financière... à l'échelle régionale ». Ainsi est réaffirmé que, sur toutes les problématiques, celle des transports en élargissant le rôle du Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF) à toutes les questions de déplacement, celle du logement en créant un syndicat régional, celle du développement économique équilibré sur tout le territoire, celle de la formation, la recherche... « L'Île-de-France est, selon Jean-Paul Planchou, une chance pour Paris métropole. »

Max Staat

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Île-de-france

*

Patrick Braouzec

La marguerite

Député (PCF) de Seine-Saint-Denis et président de Plaine Commune, l'une des plus importantes communautés d'agglomération de l'Île-de-France, et qui comprend huit villes et compte 334 000 habitants, il part d'une préoccupation constante, que le développement des territoires ne se fasse en aucun cas au détriment des catégories populaires « dans toutes les grandes métropoles du monde, les couches populaires sont balayées loin du centre » si on y prend garde. Alors, pour répondre aux besoins et aux enjeux, faut-il un développement autocentré autour de Paris ou un polycentrisme comprenant plusieurs pôles de développement sur le territoire de l'Île-de-France ? « L'alternative n'est pas technique.

C'est un enjeu majeur pour le devenir de toute la région et bien plus encore pour les banlieues et les quartiers populaires. »

C'est ainsi qu'il préconise sur l'ensemble du territoire francilien un système en forme de marguerite, qui consiste, autour de communautés d'agglomération fortes, structurées, de développer « plusieurs centralités en interactions, mobilisatrices de l'ensemble de ses potentiels » comme moyen d'avancer dans les solutions

aux problèmes aussi urgents que l'emploi, le logement, les transports en commun...

Cette démarche recoupe les propositions du schéma d'aménagement régional (SDRIF), qui préconise le développement de six ou sept grands pôles économiques en Île-de-France. Prenant exemple sur le dynamisme de Plaine-Commune, qui est devenue « une centralité émergente avec une gouvernance coopérative intercommunale », il refuse une gouvernance centralisatrice et appelle de ses vœux une coopération assumée des collectivités territoriales concernées.

M. S.

Roger Karoutchi

Une gouvernance de mission

Secrétaire d'État et président du groupe UMP au conseil régional d'Île-de-France, il se veut un des acteurs du Grand Paris. Il affirme « que la création en 1964 des huit départements de la région parisienne est une erreur administrative », cette décision ayant créé des collectivités trop restreintes.

Jugeant que la région « n'a pas su avoir des politiques différentes entre Paris et de la zone dense d'un côté et les quatre départements de la grande

couronne de l'autre », il assène : « Le système actuel est lourd, lent, compliqué et coûteux. »

Rejetant le schéma directeur élaboré par la région, qui vise à résorber les inégalités sociales et territoriales sur toute l'Île-de-France et à résoudre les problèmes (transports, développement économique, logements...), il affirme l'urgence, pour une métropole parisienne, compétitive au plan international, de centrer les efforts sur Paris et la zone dense. Même s'il prend bien garde de ménager la région en appelant à ne pas jeter l'exclusive à son égard.

Refusant jusqu'alors de participer à la conférence métropolitaine convoquée par Bertrand Delanoë, car « celle-ci ne faisait que parler sans rien décider », il déclare, considérant que l'enjeu dépasse les clivages gauche-droite :

« Je n'exclus pas de participer en juin à la conférence métropolitaine. »

Son objectif : pas une collectivité territoriale de plus mais pour le cœur d'agglomération des projets fédérateurs et, en passant par la loi, une structure de mission réunissant l'État, la région, les départements, les communes. Pour quelle politique ?

Là est la question.

M. S.

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Île-de-france

L'avenir incertain des départements

Parfois remis en cause, ils devraient survivre au Grand Paris. Mais pour faire quoi ?

Échaudés par les propositions du rapport Attali suggérant la suppression des départements, les conseils généraux d'Île-de-France, qui se sont sentis directement visés, ont reçu une seconde salve, avec le Grand Paris du sénateur Dallier et son entité unique Paris petite couronne. Si les présidents des conseils défendent les prérogatives des départements, et donc leur existence même, ils ne sont pas, loin de là, sur la même longueur d'onde. Au tout frais émoulu secrétaire d'État Christian Blanc, ils opposent en apparence des discours similaires : oui, une réflexion sur la gouvernance de l'agglomération est nécessaire, mais nul besoin de séparer, diviser un territoire qui a une vie sociale, économique cohérente. Mais quoi de commun entre Patrick Devedjian, partisan d'une intercommunalité (c'était le premier objectif de Nicolas Sarkozy en juin 2007, mais la situation a évolué depuis...), et

Claude Bartolone, le nouveau président de la Seine-Saint-Denis, qui définit, lui, un Grand Paris à l'horizon des cathédrales, de Reims à Rouen, de Beauvais à Orléans ? Les départements de la grande couronne observent avec un mauvais pressentiment le mouvement centripète du processus. Quand ils s'expriment, ils adoptent l'avis du président du conseil régional Jean-Paul Huchon, pour lequel le Grand Paris, c'est toute l'Île-de-France. Michel Berson, le président socialiste de l'Essonne, précise qu'il ne peut accepter que le Grand Paris laisse sur le bord du chemin 5,5 millions de Franciliens.

Dans le Val-de-Marne, Christian Favier rappelle que le département s'est peu à peu affirmé depuis sa création en 1967 « comme un acteur incontournable de la solidarité à l'égard des Val-de-Marnais, notamment des populations les plus

fragilisées ». Si la grande majorité des élus sont d'accord pour réfléchir à une nouvelle organisation de la région parisienne, elle doit, selon Christian Favier, « reposer sur une ambition de rattrapage des déséquilibres territoriaux en matière de logement, de développement économique et de transport ». Or, dans ce paysage, les Hauts-de-Seine et son budget énorme font figure de département privilégié, hors norme, avec Paris. La droite du 92 est-elle prête à mettre ces richesses au pot commun pour rééquilibrer la zone dense de l'agglomération ? Patrick Devedjian prône une taxe professionnelle unique, comme dans toutes les communautés d'agglomération. Avec des aménagements particuliers, pour investir plus à la Défense ?

J. M.

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Île-de-france

*

Philippe Dallier

Supprimer quatre départements

Sénateur (UMP) de Seine-Saint-Denis et rapporteur de la commission du Sénat sur le Grand Paris, il s'est fait le chantre de la rupture et des solutions extrêmes. Dénonçant le paysage éclaté de l'Île-de-France, il préconise, afin que notre région soit

une place économique et financière à la hauteur des grandes métropoles mondiales

comme Londres, New York... de « supprimer les départements du 92, 93, 94

et de Paris ainsi que toutes les intercommunalités, pour créer ainsi une nouvelle collectivité territoriale », seule solution selon lui pour résoudre, par la concentration

des moyens et des pouvoirs, les problèmes du logement, de l'économie, des transports

et même la... sécurité. Cette démarche à la hussarde, outre le fait qu'elle éloignerait les lieux de pouvoir des citoyens, remettrait en cause, de fait, les lois de décentralisation.

En effet, cette création s'accompagnerait d'une remise à plat des responsabilités

et des prérogatives, non seulement des communes de la première couronne, mais aussi

celles du conseil régional d'Île-de-France, au profit de cette nouvelle structure.

Enfin, et ce n'est pas la moindre des

choses, les quatre départements de la grande couronne seraient, de fait, hors champ de ce Grand Paris que le sénateur appelle de ses vœux et donc

des lieux possibles de nouvelles exclusions et d'inégalités renforcées. Philippe Dallier

est un homme pressé. Il propose que tout soit réglé d'ici à 2010. A-t-il joué le rôle de celui qui pousse le bouchon le plus loin possible pour prendre la mesure des possibles ?

Pour l'heure, à gauche et dans une large partie de la droite, les critiques prennent le dessus

et les soutiens à ses propositions se font rares.

M. S.

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Île-de-france

*

Manuel Valls

Élargir la métropole

Maire (PS) d'Évry dans l'Essonne, il dénonce « l'idée d'un Grand Paris ou d'une métropole parisienne limitée à la première couronne », ce qui reviendrait selon lui à « l'annexion de la petite couronne par un centre hégémonique », avec concentration des moyens financiers dans ce coeur d'agglomération. Ainsi de proposer « une agglomération souple sur le plan institutionnel, avec une taxe unique permettant un financement des projets et qui aille jusqu'au cercle créé il y a quarante ans par Paul Delouvrier, constitué par les villes

nouvelles comme Évry. Ainsi, une métropole forte de 8 millions d'habitants serait à même « d'être au niveau du Grand Londres, du Grand Berlin... ».

Dans ce cadre, selon le responsable socialiste, « on peut envisager la disparition des départements ». Cette démarche d'élargir le coeur d'agglomération aux villes nouvelles (soit environ 8 millions d'habitants) rejoint en partie, mais en partie seulement, les préoccupations d'autres élus des départements de la grande couronne.

Ainsi Michel Berson, président (PS) du conseil général de l'Essonne, tenait, il y a quelques semaines, une conférence de presse

symboliquement dans le musée d'Orsay au coeur de la capitale, pour montrer combien la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, l'action dans tous les domaines, économique, transports... nécessite de prendre les problèmes à l'échelle régionale. Comme de nombreux élus, Manuel Valls souhaite « que toute nouvelle organisation sur la métropole parisienne se fasse dans la transparence », avec la volonté de « rechercher un consensus avec tous les élus de l'Île-de-France, mais aussi les acteurs sociaux ».

M. S.

l'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Île-de-france

Ce qu'en pensent les urbanistes

Roland Castro :

La poétique de la ville

Roland Castro avait déjà proposé, dans les années quatre-vingt, à François Mitterrand, de rénover la ligne des forts qui entourent la capitale. Il souhaitait implanter la Grande Bibliothèque nationale à Saint-Denis (là où, plus tard, sera érigé le Stade de France) et l'Opéra au confluent de la Seine et de la Marne, au lieu de la Bastille. Projets fous à l'époque, finalement prémonitoires. Aujourd'hui, l'État implante les Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine. « L'utopie réaliste » de Castro fait son chemin. L'architecte urbaniste s'implique dans la consultation sur le Grand Paris lancée par le ministère de la Culture auprès des urbanistes, des sociologues, des historiens... tous ceux qui ont des idées sur la question.

Et Roland Castro pousse les feux : « Un opéra sur le port de Gennevilliers, la Cinémathèque à Montfermeil... C'est l'esprit MAC/Val, du nom du musée implanté à Vitry-sur-Seine. Plus c'est excentré, plus c'est difficile, plus ce doit être beau et en réseau. » Et pourquoi pas, de l'intérêt public en banlieue, une gare d'Angleterre à Saint-Denis, ce qui, entre parenthèses, permettrait à la SNCF de gagner quelques millions d'euros, économisés sur les voies jusqu'à la gare du Nord ? Il milite pour une poétique de la ville, qui ne peut se suffire d'une politique d'infrastructures, de transports et de logements. Il souhaite un projet qui « redonne le moral », qui ne facilite pas seulement le transport des habitants

de Clichy-sous-Bois à l'extérieur de leur ville, mais au contraire un mouvement hors et vers la ville. Car on ne peut plus supporter des poches de relégation qui se développent à côté de quartiers de plus en plus riches. La question du symbolique, voire du monumental (l'Arche a redonné souffle à la Défense), doit être posée. Ce grand projet solidaire a besoin d'une adhésion populaire, et Roland Castro souhaite même en faire un débat national ! Vivons-nous cette période historique où la force du projet emporte toutes les craintes, les égoïsmes, les petits pouvoirs ? Roland Castro veut l'espérer, comme dans ces grands moments qui ont fait l'histoire, la Nuit du 4 août ou la Libération. Utopie concrète...

Paul Chemetov :

« Paris est le prototype des villes futures »

Auteur avec Frédéric Gilli d'un rapport d'expertise demandé par la

Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires, publié en juillet 2006 (1), Paul Chemetov souligne la signification éminemment politique de la réflexion sur le Grand Paris, comme le fut il y a quarante ans le découpage du département de la Seine : « L'art de gouverner se définit par rapport à un territoire. » Il ne s'agit donc pas d'une question technique, d'autant plus difficile à appréhender que les contours de la zone dense sont indéfinissables : « La zone dense ne coïncide avec aucune limite administrative. » Ce qui fait la vitalité, la productivité de la métropole, c'est d'abord une grande

densité de population, une production matérielle et de service, des établissements d'enseignement de haut niveau, des lieux de culture, patrimoniaux, des lieux de plaisir (restaurants, marchés, jardins...) et, dans la zone centrale, une densité de transports collectifs remarquable. « Paris est le prototype des villes futures », car la productivité de l'Île-de-France est liée à cette intensité des échanges et des proximités. Mais les retards d'investissements en matière de logement, de transports, de formation sont un danger pour le développement équilibré de la région parisienne. Paul Chemetov avance trois types de réponses, la mobilité, la polarité et la mutualité, autant dire liberté, égalité, fraternité. « La redistribution des polarités reste à faire. Il y a trois villes de plus de 100 000 habitants à côté de Paris, Boulogne, Montreuil et Saint-Denis. On ne peut pas avoir les mêmes rapports avec ces villes qu'avec des petites communes. » Comment ? « Il faut investir pour dix ans et rembourser en trente ans », ajoute-t-il, en faisant remarquer que Londres investit 40 milliards d'euros dans les transports collectifs, Madrid 23 milliards, alors que le budget du Syndicat des transports d'Île-de-France est d'à peine 7 milliards. Quant à la fameuse « gouvernance », la question « n'est pas qui préside, mais quel projet permettra une entente entre les communes, les départements et la région ».

(1) Une région de projets : l'avenir de Paris,

publié par la Documentation française.

Djamel Klouche :

Un espace discontinu

Le jeune architecte participe au sein d'un groupement national et international à la grande consultation lancée par le ministère de la Culture sur le Grand Paris. Il pense que si Paris tiendra toujours une place importante, il faut avoir en même temps une réflexion de la périphérie vers le centre : « Le Grand Paris ne se résume pas à la forme simple de Paris et de la première couronne. » Il est nécessaire de passer d'une lecture territoriale à une lecture en réseau de polarités connectées entre elles. C'est donc « un espace qui n'est pas forcément continu, mais une constellation de polarités connectées ». La métropole contemporaine n'est plus continue, homogène, elle est hétérogène, donc moins ordonnée que la ville occidentale que l'on

connaît : « Le Grand Paris, cela peut être un espace discontinu, aux limites floues. » La discontinuité permet de ne rejeter personne. Peut-on par exemple imaginer un Grand Paris sans l'aéroport de Roissy ? « Les territoires contemporains, la ville territoire est certes constituée de grands tracés historiques, mais elle est aussi un réseau. » L'économie s'attache plus au réseau qu'au territoire. Le projet sera donc plus une nébuleuse et, en termes de gouvernance, plus flexible. Le rôle majeur et central de Paris dans le dispositif devra être repensé dans une dynamique plus contemporaine : le cœur d'une métropole en mouvement. L'architecte urbaniste cite l'exemple de Tokyo, une ville construite autour des transports, où chaque noeud de transport constitue un véritable pôle de centralité et d'emploi, auquel sont adossés des quartiers à forte qualité résidentielle

(passant de très hautes densités urbaines à des densités plus basses). Il est possible de le faire par exemple sur les grands ensembles existant autour de Paris, dont une part non négligeable sont localisés sur des pôles potentiels de développement. Djamel Klouche refuse la politique de démolition : au contraire, il suggère de les densifier et non de les dédensifier pour en faire des zones de centralité. Il souhaite enfin que le processus enclenché sur le Grand Paris « puisse aboutir à un projet équilibré et surtout sans concessions, qu'il ne soit pas l'objet d'un deal ». Il y a en effet « une belle occasion d'ouvrir la question de l'aménagement urbain à une échelle large ».

J. M.

L'Humanité

Edition de HUMANITE-QUOTIDIEN

Samedi 26 Avril 2008

Île-de-france

À lire

PARIS-BANLIEUES. CONFLITS ET SOLIDARITÉS

ÉDITIONS CREAPHIS, 25 EUROS.

Le dernier ouvrage de référence sur les liens complexes entre la capitale et les communes voisines. Les auteurs, Annie Fourcaut, Emmanuel Bellanger et Mathieu Flonneau, historiens au Centre d'histoire sociale du XX^e siècle, racontent l'histoire passionnée de ces relations, de la fin de l'Ancien Régime à nos jours, qui ont bâti au fil du temps une métropole unique au monde. Où l'on découvre que le débat contemporain sur le Grand Paris n'est pas récent. En introduction, Annie Fourcaut souligne que « lutter contre l'amnésie qui affecte le passé récent et la méconnaissance des multiples décisions ordinaires qui ont modelé nos villes semble une urgence intellectuelle et civique... »

WEEK-ENDS DE CHARME À PETITS PRIX

ÉDITIONS PARIGRAMME, 6 EUROS.

Laure Kressmann nous fait découvrir les joies d'escapades dans le grand Bassin parisien. Histoire de découvrir ou redécouvrir les charmes du pays d'Auge, les falaises d'Étretat, la baie de Somme, ou plus proche, le Vexin, le Perche et la forêt de Rambouillet. L'auteur a sélectionné des chambres d'hôtes cosy, des auberges champêtres, des promenades bucoliques « le bonheur à deux heures de Paris ! ».

PARIS, CARNETS D'UN FLÂNEUR

ÉDITIONS PARIGRAMME, 19 EUROS.

Il y a les carnets de voyage aux destinations lointaines. Charles Bilas pour les textes et Benoît d'Amat pour les aquarelles nous emmènent dans les quartiers de charme de la capitale : Montmartre, la Nouvelle-Athènes, Belleville et les Buttes-Chaumont, le Marais, Monceau et les Batignolles, Auteuil, Saint-Germain-des-Prés, le Quartier latin, Montparnasse, Montsouris, la Butte-aux-Cailles. Quartiers éminemment touristiques, mais où les auteurs ont su dénicher des lieux discrets, peu connus. Pour mieux comprendre le charme secret de cette ville que le monde nous envie.